

DE LA DOCTRINE À L'ACTION :
L'ANARCHOSYNDICALISME DES
ORIGINES À NOS JOURS

Rudolf Rocker



COLLECTION IDÉE

CNT-AIT

I. Idéologie de l'anarchisme	p. 3
Histoire de la philosophie anarchiste de Lao-Tseu à Kropotkine p. 10	
II. Les origines de l'anarchosyndicalisme	p. 15
Le socialisme et l'anarchosyndicalisme en France p. 18	
Le rôle des syndicats du point de vue anarchosyndicaliste	p. 20
La lutte en Allemagne et en Espagne	p. 23
La lutte politique du point de vue anarchosyndicaliste	p. 24
L'anarchosyndicalisme après la première guerre mondiale	p. 27
Note de Rudolf Rocker	p. 31
Notes du traducteur	p. 33
Brève biographie de Rudolph Rocker	p. 35

I. IDEOLOGIE DE L'ANARCHISME

L'anarchisme est un courant bien défini de pensée sociale dont les partisans préconisent l'abolition des monopoles économiques et de toutes les institutions politiques et sociales coercitives. A la place de l'ordre économique capitaliste, les anarchistes veulent une libre association de toutes les forces productives, fondée sur le travail solidaire, qui aurait pour seul but la satisfaction des besoins essentiels de chaque membre de la société. A la place des États nationaux actuels avec leur mécanisme mortifère d'institutions politiques et bureaucratiques, les anarchistes désirent une fédération de libres communautés, liées les unes aux autres par leurs intérêts économiques et sociaux communs, et qui régleront leurs affaires par accords mutuels et libres contrats.

Quiconque étudie profondément le développement économique et politique du système social actuel reconnaîtra que ces objectifs ne jaillissent pas des idées utopiques de quelques innovateurs imaginatifs, mais qu'ils sont le terme logique d'un examen complet des dysfonctionnements sociaux existants qui, à chaque nouvelle phase, se manifestent de manière plus nette et plus malsaine. Le capitalisme monopoliste moderne et l'État totalitaire sont simplement les dernières étapes d'un développement qui ne pouvait s'achever autrement.

Le développement prodigieux de notre système économique, entraînant une puissante accumulation de richesses sociales dans les mains de minorités privilégiées et une répression constante du plus grand nombre, a frayé la voie à l'actuelle réaction politique et sociale et l'a secondée en tout point. Les intérêts généraux de la société humaine sont sacrifiés aux intérêts privés d'individus, et l'établissement de véritables relations entre les hommes se trouve ainsi systématiquement miné à la base. On a oublié que l'industrie n'est pas une fin en soi, mais qu'elle ne doit être qu'un moyen d'assurer à l'homme sa subsistance matérielle et de lui rendre accessibles les bienfaits d'une culture intellectuelle supérieure. Quand l'industrie est tout, quand le travail perd son importance éthique et que l'homme n'est rien, le règne de l'impitoyable despotisme économique commence, dont les effets ne sont pas moins désastreux que ceux de n'importe quel despotisme politique. Les deux s'augmentent mutuellement, ils s'alimentent à la même source.

Dans le monde moderne, l'organisation sociale de chaque pays est divisée, à l'intérieur, en classes hostiles ; à l'extérieur, le cercle culturel commun est morcelé en nations hostiles. Classes et nations s'affrontent les unes les autres en lutte ouverte et, par leur état de guerre permanent, pérennisent les convulsions de la vie sociale. Deux guerres mondiales en moins d'un demi-siècle, avec leurs terribles séquelles, et le danger constant de nouvelles guerres qui, aujourd'hui, domine tous les peuples, ne sont que les conséquences logiques de cet état de choses intolérable qui ne peut qu'entraîner d'autres catastrophes universelles. Le simple fait que la plupart des États soient aujourd'hui obligés de dépenser la majeure partie de leurs revenus annuels

pour la prétendue défense nationale et la liquidation des vieilles dettes de guerre est la preuve du caractère intenable de la situation actuelle ; il devrait être clair pour chacun que la protection qu'est censé lui apporter l'État s'achète sûrement trop cher.

Le pouvoir toujours croissant d'une bureaucratie politique sans âme, qui surveille et sauvegarde la vie de chaque homme du berceau à la tombe, dresse des obstacles toujours plus grands à la solidarité entre les êtres humains. Un système qui, dans chaque acte de son existence, sacrifie le bonheur de la plupart des gens du peuple, de nations entières, à l'appétit égoïste du pouvoir et aux intérêts économiques de minorités, est nécessairement un facteur de dissolution des liens sociaux et entraîne une guerre constante de tous contre chacun. Ce système n'a fait qu'ouvrir la route à la grande réaction intellectuelle et sociale qui trouve aujourd'hui son expression dans le fascisme et l'idée de l'État totalitaire, qui dépasse de loin l'obsession du pouvoir de la monarchie absolue des siècles passés, en cherchant à soumettre chaque sphère d'activité humaine au contrôle de l'État.

« *Tout pour l'État, tout par l'État, rien sans l'État !* » est devenu le leitmotif d'une nouvelle théologie politique, qui a ses divers systèmes comme la théologie ecclésiastique. De même que, pour celle-ci, Dieu est tout et l'Homme rien, de même, pour cette croyance politique moderne, l'État est tout et le citoyen rien. Et tout comme on employait les mots la volonté de Dieu pour justifier la volonté des castes privilégiées, de même, aujourd'hui, ne se cachent derrière la volonté de l'État que les intérêts égoïstes de ceux qui se sentent autorisés à interpréter cette volonté à leur idée pour l'imposer au peuple.

L'anarchisme moderne est au confluent des deux grands courants qui, avant et depuis la Révolution française, ont trouvé une expression si caractéristique dans la vie intellectuelle de l'Europe : le socialisme et le libéralisme. Le socialisme moderne s'est développé quand de profonds observateurs de la vie sociale en sont venus à voir de plus en plus clairement que les constitutions politiques et les diverses formes de gouvernement n'allaient jamais au fond du grand problème qu'on appelle la question sociale. Ses partisans reconnurent qu'une égalisation des conditions sociales et économiques au profit de tous, malgré les plus belles déclarations de principe, est impossible tant que les gens sont séparés en classes, selon qu'ils sont possédants ou non, classes dont la simple existence exclut d'avance toute pensée d'authentique communauté. Ainsi s'est développée la conviction que seule l'élimination des monopoles économiques, remplacés par la propriété commune des moyens de production, rend possible un état de justice sociale, état dans lequel la société deviendra une véritable communauté et où le travail humain ne servira plus à des fins d'exploitation, mais assurera le bien-être de tous. Mais dès que le socialisme se mit à rassembler ses forces pour devenir un mouvement, des différences d'opinion dues à l'influence du milieu social des différents pays s'exprimèrent. C'est un fait que tous les concepts politiques, de la théocratie au césarisme et à la dictature, ont affecté les formations du mouvement socialiste.

Entre-temps, le libéralisme, qui avait puissamment stimulé les esprits avancés des pays anglo-saxons, de la Hollande et de l'Espagne en particulier, et la démocra-

tie, dans le sens où l'entendait Rousseau dans son Contrat social, et qui trouva ses représentants les plus influents chez les chefs du jacobinisme français, eurent une importance décisive pour le développement des idées socialistes. Tandis que le libéralisme, dans ses théories sociales, partait de l'individu et souhaitait limiter les activités de l'État à un minimum, la démocratie prit appui sur un concept politique : *la volonté générale* de Rousseau, qu'elle chercha à fixer dans l'État national. Le libéralisme et la démocratie étaient des concepts avant tout politiques et, comme la plupart de leurs premiers adeptes ne prenaient guère en compte les conditions économiques de la société, il ne fût pas possible, en pratique, de concilier le développement ultérieur de ces conditions avec les principes originels de la démocratie, et encore moins avec ceux du libéralisme. La démocratie, avec sa devise *d'égalité de tous les citoyens devant la loi*, et le libéralisme, avec son *droit de l'homme sur sa propre personne*, s'échouèrent tous deux sur les réalités de l'économie capitaliste. Tant que des millions d'êtres humains doivent vendre leur force de travail à une petite minorité de propriétaires et sombrer dans la misère la plus abjecte s'ils ne trouvent pas d'acheteurs, la prétendue égalité devant la loi ne demeure qu'un pieux mensonge, puisque les lois sont faites par ceux qui se trouvent en possession de la richesse sociale. Mais on ne peut pas non plus parler d'un droit sur sa propre personne, car ce droit n'a plus cours quand on est contraint de se soumettre aux diktats économiques d'autrui si on ne veut pas mourir de faim.

En commun avec le libéralisme, l'anarchisme propose l'idée de bonheur et la prospérité de l'individu comme norme de toutes les affaires sociales. Et, en commun avec les grands représentants de la pensée libérale, il a aussi l'idée de limiter les fonctions de l'État à un minimum. Ses partisans ont suivi cette pensée jusqu'à ses ultimes conséquences et souhaitent éliminer de la vie de la société toute institution de pouvoir politique. Quand Jefferson exprime le concept de base du libéralisme par les mots: « *Ce gouvernement est meilleur qui gouverne moins* », les anarchistes disent alors avec Thoreau : « *Ce gouvernement est meilleur qui ne gouverne pas du tout.* »

En commun avec les fondateurs du socialisme, les anarchistes demandent l'abolition du monopole économique sous toutes ses formes et revendiquent la propriété commune du sol et de tous les autres moyens de production, dont l'usage doit être accessible à tous sans distinction ; car la liberté personnelle et sociale n'est concevable que sur la base de conditions économiques égales pour tous. A l'intérieur du mouvement socialiste lui-même, les anarchistes affirment que la lutte contre le capitalisme doit être en même temps une lutte contre toutes les institutions coercitives du pouvoir politique car, en histoire, l'exploitation économique est toujours allée de pair avec l'oppression politique et sociale. L'exploitation de l'homme par l'homme et la domination de l'homme sur l'homme sont inséparables, et l'une est la condition de l'autre.

Tant que des groupes hostiles de possédants et de non possédants s'affronteront les uns les autres à l'intérieur de la même société, l'État sera indispensable à la minorité possédante pour la protection de ses privilèges. Quand cet état d'injustice sociale

disparaîtra pour faire place à un ordre des choses supérieur qui ne reconnaîtra pas de droits spéciaux et aura comme principe de base la communauté des intérêts sociaux, le gouvernement sur les hommes devra céder le terrain à l'administration des affaires économiques et sociales ou, pour parler comme Saint-Simon : « Le temps viendra où l'art de gouverner les hommes disparaîtra. Un art nouveau prendra sa place, l'art d'administrer les choses. » A cet égard, l'anarchisme doit être considéré comme une sorte de socialisme volontaire [1].

Cela fait justice aussi de la théorie soutenue par Marx et ses partisans selon laquelle l'État, sous la forme d'une dictature prolétarienne, est une étape transitoire mais nécessaire vers une société sans classes, où il se dissoudra et s'effacera du tableau après élimination de tous les conflits de classes, et donc des classes elles-mêmes. Car ce concept, qui méconnaît complètement la nature réelle de l'État et l'importance en histoire du facteur politique, n'est que le terme logique de ce qu'on appelle le matérialisme historique, qui voit dans tous les phénomènes de l'histoire simplement les effets inévitables des modes de production de l'époque. Sous l'influence de cette théorie, on en est venu à considérer les différentes formes de l'État et toutes les autres institutions sociales comme une « superstructure juridique et politique de l'édifice économique » de la société, et on a pensé avoir trouvé en elle la clé de chaque processus historique. En réalité, toutes les périodes historiques offrent des milliers d'exemples de la manière dont le développement économique de divers pays fut retardé pendant des siècles par l'État et sa politique gouvernementale.

Avant l'ascension de la monarchie de droit divin, l'Espagne était industriellement le pays le plus avancé d'Europe et tenait la première place pour la production économique dans presque tous les domaines. Mais un siècle après le triomphe de la monarchie chrétienne la plupart de ses industries avaient disparu. Ce qui en restait survivait seulement dans les conditions les plus misérables. Dans la plupart des industries, on était retourné aux méthodes de production les plus primitives. L'agriculture s'effondra, les canaux et les voies d'eau tombèrent à l'abandon, et de vastes étendues du pays furent transformées en déserts. L'absolutisme princier en Europe, avec ses « ordonnances économiques » et sa « législation industrielle » ineptes, qui punissaient sévèrement toute innovation dans les méthodes de production et condamnaient toute nouvelle invention, bloqua le progrès industriel des pays européens pour des siècles et empêcha son développement naturel. Et même maintenant, après les expériences horribles de deux guerres mondiales, la politique gouvernementale des grands États nationaux s'avère le plus grand obstacle à la reconstruction de l'économie européenne.

En Russie cependant, où ce qu'on appelle la dictature du prolétariat est devenu réalité, le maintien d'un seul parti au pouvoir a empêché toute réorganisation vraiment socialiste de la vie économique et imposé au pays l'esclavage d'un capitalisme d'État écrasant. La dictature prolétarienne, que les âmes naïves croient être une étape transitoire, mais inévitable, vers le socialisme réel, s'est transformée aujourd'hui en un despotisme effroyable et en un nouvel impérialisme, qui n'a rien à envier à la tyrannie des États fascistes. L'affirmation que l'État doit continuer d'exister jusqu'à ce

que la société ne soit plus divisée en classes hostiles ressemble presque, à la lumière de l'expérience historique, à une mauvaise plaisanterie. Chaque type de pouvoir politique présuppose une forme particulière d'esclavage humain, car c'est pour son maintien qu'il vient à l'existence. Tout comme, à l'extérieur, c'est-à-dire en relation avec d'autres États, l'État doit susciter certains antagonismes artificiels afin de justifier son existence, de même, à l'intérieur, la division de la société en castes, rangs et classes est une condition essentielle de sa perpétuation. Le développement de la bureaucratie bolchevique en URSS sous la prétendue dictature du prolétariat - qui n'a jamais été rien d'autre que la dictature d'une petite clique sur le prolétariat et le peuple russe en son entier - n'est qu'un nouvel exemple d'une vieille expérience historique qui s'est répétée un nombre incalculable de fois. Cette nouvelle classe dirigeante qui, aujourd'hui, se transforme rapidement en une nouvelle aristocratie est séparée des grandes masses paysannes et des ouvriers russes tout aussi clairement que les castes et les classes privilégiées des autres pays le sont de la masse du peuple. Et cette situation devient encore plus insupportable quand un État despotique dénie aux classes inférieures le droit de se plaindre des conditions existantes, de sorte qu'elles ne protestent qu'au péril de leurs vies.

Même une plus grande égalité économique que celle qui existe en URSS ne serait cependant pas une garantie contre l'oppression politique et sociale. L'égalité économique seule n'est pas la révolution sociale. C'est précisément ce que toutes les écoles du socialisme autoritaire n'ont jamais compris. En prison, au cloître ou à la caserne, on trouve un assez haut degré d'égalité économique, puisque tous les occupants disposent de la même habitation, de la même nourriture, du même uniforme et partagent les mêmes tâches. L'ancien État inca du Pérou et l'État jésuite du Paraguay avaient fixé l'égalité économique de chaque habitant selon un système précis ; malgré cela, le despotisme le plus vil y régnait, et l'être humain était simplement l'automate d'une volonté supérieure sur les décisions de laquelle il n'exerçait pas la moindre influence. Ce n'est pas sans raison que Proudhon voyait dans un « socialisme » sans liberté la pire forme d'esclavage. Le désir de justice sociale ne peut proprement se développer et se réaliser qu'à partir du sens humain de la liberté et de la responsabilité, il se fonde sur lui. En d'autres termes, le socialisme sera libre ou ne sera pas. C'est pour l'avoir reconnu que l'anarchisme trouve son authentique et profonde justification.

Dans la vie de la société, les institutions jouent le même rôle que les organes physiques chez les plantes et les animaux : ce sont les organes du corps social. Les organes ne se développent pas arbitrairement, mais tirent leur origine de nécessités précises du milieu physique et social. Un changement de condition de vie produit un changement d'organes. Mais un organe accomplit toujours la fonction que son évolution lui a assignée, ou une fonction similaire. Et il disparaît graduellement ou devient rudimentaire dès que sa fonction n'est plus nécessaire à l'organisme.

Il en est de même des institutions sociales. Elles non plus ne surgissent pas arbitrairement, mais viennent à l'existence sous l'effet de besoins sociaux spéciaux pour des buts précis. C'est de cette manière que s'est développé l'État moderne, après que

les privilèges économiques, et les divisions en classes qui leur sont associées, eurent commencé à se faire de plus en plus visibles dans le cadre du vieil ordre social. Les nouvelles classes possédantes avaient besoin d'un instrument politique de pouvoir pour maintenir leurs privilèges économiques et sociaux sur les masses de leur propre peuple et les imposer de l'extérieur à d'autres groupes d'êtres humains. Ainsi ont surgi les conditions sociales qu'il fallait à l'évolution de l'État moderne comme organe de pouvoir politique assujettissant et opprimant par la force les classes non possédantes. Cette tâche est la raison essentielle de son existence. Ses formes extérieures ont changé au cours de son développement historique, mais ses fonctions sont toujours restées les mêmes. Elles se sont même constamment élargies dans la mesure exacte où ses défenseurs ont réussi à créer de nouveaux champs d'activité sociale soumis à leurs fins. Et de même qu'on ne peut changer arbitrairement les fonctions d'un organe physique - on ne peut par exemple entendre avec les yeux ou voir avec les oreilles à volonté -, de même, on ne peut non plus transformer à son gré un organe d'oppression sociale en un instrument pour la libération des opprimés.

L'anarchisme n'est pas la solution brevetée de tous les problèmes humains, ce n'est pas le pays d'Utopie d'un ordre social parfait (comme on l'a si souvent appelé), puisque, par principe, il rejette tout schéma et tout concept absolu. Il ne croit pas à une vérité absolue ou à des buts finaux précis du développement humain, mais à une perfectibilité illimitée des formes sociales et des conditions de vie de l'homme, qui s'efforcent toujours à de plus hautes formes d'expression. On ne peut pour cette raison leur assigner de terme précis ni leur fixer de but arrêté. Le plus grand mal de toute forme de pouvoir est justement de toujours essayer d'imposer à la riche diversité de la vie sociale des formes précises et de l'ajuster à des règles particulières. Plus forts se sentent ses défenseurs, plus complètement réussissent-ils à mettre chaque domaine de la vie sociale à leur service, plus paralysante est leur influence sur le jeu de toutes les forces culturelles créatrices, plus malsain leur impact sur le développement intellectuel et social de l'époque. L'État totalitaire, de sinistre augure pour notre temps, montre avec une clarté effrayante à quelle monstruosité peut aboutir le Léviathan de Hobbes. C'est le triomphe parfait de la machine politique sur le corps et sur l'esprit, la rationalisation de la pensée humaine, du sentiment et de la conduite selon des règles établies par les bureaucrates et, par conséquent, la fin de toute vraie culture.

L'anarchisme reconnaît seulement l'importance relative des idées, des institutions et des conditions sociales. Ce n'est donc pas un système figé et fermé sur lui-même, mais plutôt une tendance particulière du développement historique de l'humanité qui, en contraste avec la tutelle intellectuelle de toutes les institutions cléricales et gouvernementales, s'efforce de déployer librement et sans entraves toutes les forces individuelles et sociales de la vie. Même la liberté n'est qu'un concept relatif et non pas absolu, car elle tend constamment à élargir son champ et à toucher des cercles plus larges de multiples manières. Pour l'anarchiste, la liberté n'est pas une abstraction philosophique, mais la possibilité vitale, concrète, pour chaque être humain, de développer pleinement toutes les facultés et tous les talents dont la nature l'a pourvu

pour les employer socialement. Moins ce développement naturel de l'homme est entravé par une tutelle ecclésiastique ou politique, plus la personnalité humaine deviendra capable et harmonieuse, plus elle deviendra la mesure de la culture intellectuelle de la société dans laquelle elle a grandi. C'est la raison pour laquelle toutes les grandes périodes culturelles de l'histoire ont été des périodes de faiblesse politique, car les systèmes politiques dépendent toujours du développement mécanique, et non pas organique, des forces sociales. État et culture sont des contraires irréconciliables. Nietzsche, qui n'était pas anarchiste, l'a reconnu très clairement quand il écrivait : « *Finale­ment, nul ne peut prodiguer plus qu'il ne possède - cela vaut pour les individus, mais également pour les peuples. Si l'on dépense pour la puissance, la grande politique, l'économie, les échanges mondiaux, le parlementarisme, les intérêts militaires, si l'on dépense de ce côté-là tout ce que l'on a, ce que l'on est d'intelligence, de sérieux, de volonté, d'empire sur soi, tout cela fera défaut de l'autre côté. La culture et l'État - que l'on ne s'y trompe pas - sont antagonistes : l'idée d'un État créateur de culture est exclusivement moderne. L'un vit aux dépens de l'autre, l'un prospère aux dépens de l'autre. Toutes les grandes époques de la culture sont des époques de décadence politique. Tout ce qui est grand dans le sens de la culture a toujours été non politique, et même antipolitique* » [2].

Quand l'influence du pouvoir politique sur les forces créatrices de la société est réduite à un minimum, la culture n'en fleurit que mieux, car la domination politique vise toujours à l'uniformité et tend à soumettre chaque aspect de la vie sociale à sa tutelle. Et, par-là, elle se trouve en contradiction inéluctable avec les aspirations créatrices du développement culturel, qui est toujours en quête de formes et de domaines nouveaux d'activité sociale, et pour qui la liberté d'expression, la diversité et les continuelles métamorphoses sont tout aussi vitales et nécessaires que le sont les formes rigides, les règles mortes et la suppression par la force des idées à la conservation du pouvoir politique. Toute oeuvre réussie attise un désir de perfection plus grande et d'inspiration plus profonde ; toute forme nouvelle est annonciatrice de possibilités nouvelles de développement. Mais le pouvoir essaie toujours de garder les choses en l'état, solidement fixées à des stéréotypes. Telle a été la raison de toutes les révolutions dans l'histoire. Le pouvoir ne fonctionne qu'en détruisant, toujours enclin à imposer à chaque manifestation de la vie sociale la camisole de ses règles. Son expression intellectuelle, c'est le dogme mort ; sa forme physique, la force brute. Et l'inintelligence de ses objectifs imprime aussi sa marque sur ses représentants et les rend souvent stupides et brutaux, même s'ils étaient à l'origine doués des meilleurs talents. Celui qui s'efforce constamment d'imposer à toutes choses un ordre mécanique devient lui-même à la fin une machine et perd tout sentiment humain.

C'est de la compréhension de cela qu'est né l'anarchisme moderne, et c'est de là qu'il tire sa force morale. Seule la liberté peut inspirer aux hommes de grandes choses et provoquer des transformations intellectuelles et sociales. L'art de diriger n'a jamais été l'art d'éduquer et d'inspirer de nouvelles façons de régler sa vie. La sinistre contrainte ne peut commander qu'à des manœuvres de dressage porteuses de mort, qui étouffent toute initiative vitale à sa naissance et n'engendrent que des su-

jets, et non pas des hommes libres. La liberté est l'essence même de la vie, la force motrice de tout développement intellectuel et social, elle seule crée tout horizon nouveau pour l'avenir de l'humanité. La libération de l'homme de l'exploitation économique et de l'oppression intellectuelle, sociale et politique, qui trouve sa plus haute expression dans la philosophie de l'anarchisme, est la condition préalable à l'évolution d'une culture sociale supérieure et d'une nouvelle humanité.

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE ANARCHISTE DE LAO-TSEU À KROPOTKINE

On trouve les idées anarchistes dans presque toutes les périodes de l'histoire connue. On les rencontre chez le sage chinois Lao-Tseu (la Voie et sa Vertu) et chez les derniers philosophes grecs, les hédonistes, cyniques et autres avocats de ce qu'on a appelé le droit naturel, et en particulier chez Zénon, fondateur de l'école stoïcienne et adversaire de Platon. Elles s'exprimèrent dans les enseignements du gnostique Carpocrate à Alexandrie et eurent une influence indiscutable sur certaines sectes chrétiennes du Moyen Age en France, en Allemagne, en Italie, en Hollande et en Angleterre, dont la plupart tombèrent victimes des plus sauvages persécutions. Dans l'histoire de la Réforme en Bohême, elles trouvèrent un puissant champion en Petr Chelcicky qui, dans son ouvrage « le Filet de la foi », prononça le même jugement sur l'Église et l'État que Tolstoï des siècles plus tard. Parmi les grands humanistes, il y eut Rabelais qui, dans sa description de l'heureuse abbaye de Thélème (Gargantua), présenta le tableau d'une vie libérée de toute contrainte autoritaire. Des autres pionniers de la pensée libertaire, nous ne mentionnerons ici que La Boétie, Sylvain Maréchal et surtout Diderot. Dans ses écrits volumineux, on trouve en faisceau serré les propos d'un esprit vraiment grand qui s'était débarrassé de tout préjugé autoritaire.

C'est à l'histoire plus récente qu'il fut cependant réservé de donner une forme claire à la conception anarchiste de la vie et de la rattacher au processus immédiat de l'évolution sociale. Cela fut fait pour la première fois par William Godwin (1756-1836) dans son ouvrage de splendide facture : « Enquête sur la justice politique » (Londres, 1793). On peut dire de l'ouvrage de Godwin qu'il fut le fruit mûr de cette longue évolution des concepts du radicalisme politique et social en Angleterre qui, de George Buchanan en passant par Richard Hooker, Gerrard Winstanley, Algernon Sidney, John Locke, Robert Wallace et John Bellers, aboutit à Jeremy Bentham, Joseph Priestley, Richard Price et Thomas Paine.

Godwin reconnut très clairement que la cause des maux sociaux doit être recherchée non pas dans la forme de l'État, mais dans son existence même. Mais il reconnut aussi que les êtres humains ne peuvent vivre ensemble naturellement que dans

des conditions économiques appropriées, lorsque l'individu n'est plus soumis à l'exploitation d'autrui, considération qui ne venait presque jamais à l'esprit de la plupart des représentants du simple radicalisme politique. Aussi furent-ils forcés plus tard de faire constamment de plus en plus grandes concessions à l'État qu'ils avaient souhaité réduire à un minimum. L'idée de Godwin d'une société sans État supposait la propriété sociale de la terre et des instruments de travail et la prise en charge de la vie économique par de libres coopératives de producteurs. L'ouvrage de Godwin exerça une forte influence sur les cercles avancés des travailleurs anglais et les sections les plus éclairées de l'intelligentsia libérale. Le plus important, de loin, ce fut sa contribution au jeune mouvement socialiste en Angleterre, qui trouva dans ses interprètes les plus mûrs Robert Owen, John Gray et William Thompson, ce caractère indiscutablement libertaire qu'il eut pendant longtemps, et qu'il ne prit jamais en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays.

Il faut également mentionner ici comme un des pionniers des idées libertaires le socialiste français Charles Fourier (1772-1837) avec sa théorie du travail attrayant.

Mais une influence bien plus grande sur le développement de la théorie anarchiste fut celle de Pierre Joseph Proudhon (1809-1865), un des écrivains les plus doués et certainement le plus divers du socialisme moderne. Proudhon était complètement enraciné dans la vie intellectuelle et sociale de son époque, et elle influença son attitude sur toutes les questions qu'il traita. Il ne faut donc pas le juger, comme l'ont même fait beaucoup de ses futurs disciples, sur ses propositions pratiques particulières, qui naquirent des besoins de l'heure. Des nombreux penseurs socialistes de son temps, il fut le seul à comprendre si profondément les causes du déséquilibre social et à posséder, en outre, une vision d'une telle envergure. Ce fut l'adversaire déclaré de tout système social artificiel. Il voyait dans l'évolution sociale le désir éternel de formes neuves et plus hautes de vie intellectuelle et sociale ; il était convaincu que cette évolution ne pouvait s'enfermer dans des formules précises.

Proudhon s'opposa à l'influence de la tradition jacobine, qui dominait la pensée des démocrates français et de la plupart des socialistes de cette époque, avec la même détermination qu'à l'ingérence de l'État central et du monopole économique dans la marche naturelle du progrès social. Pour lui, débarrasser la société de ces deux excroissances cancéreuses était la grande tâche de la révolution du XIXe siècle. Proudhon n'était pas communiste. Il condamnait la propriété en tant que simple privilège de l'exploitation, mais il reconnut la possession par tous des instruments de travail, réalisée par des groupes industriels liés les uns aux autres par de libres contrats, tant qu'on ne la faisait pas concourir à l'exploitation d'autrui et que le produit intégral du travail individuel était assuré à chaque membre de la société. Cette association fondée sur la réciprocité (la mutualité) garantit la jouissance de droits égaux pour chacun en échange de services sociaux. La moyenne du temps de travail nécessaire à l'achèvement d'un produit devient la mesure de sa valeur et la base de l'échange mutuel par des bons de travail. De cette manière, le capital est privé de son pouvoir usuraire et complètement lié à l'exécution du travail. Accessible à tous, il cesse d'être un instrument d'exploitation. Une telle forme d'économie rend superflu

tout appareil politique coercitif. La société devient une ligue de libres communautés qui règlent leurs affaires selon leurs besoins, toutes seules ou en association avec d'autres, et dans laquelle la liberté de l'homme est l'égalité de liberté d'autrui, non pas sa limitation, mais sa garantie et sa confirmation.

« *Plus libre, indépendant et entreprenant est l'individu, mieux se porte la société* »

Cette organisation du fédéralisme, dans laquelle Proudhon voyait le futur immédiat de l'humanité, ne fixe pas de limites précises aux possibilités futures de développement et offre le plus large champ à toute activité individuelle et sociale. Partant du point de vue de la fédération, Proudhon combattit de même l'aspiration à l'unité politique et nationale du nationalisme naissant, qui trouva de si vigoureux avocats en Mazzini, Garibaldi, Lelewél et d'autres. A cet égard, il reconnut plus clairement que la plupart de ses contemporains la nature réelle de l'État. Proudhon exerça une forte influence sur le développement du socialisme, qui se fit particulièrement sentir dans les pays latins.

Des idées similaires aux conceptions économiques et politiques de Proudhon furent propagées en Amérique par les partisans de ce qu'on appelle l'anarchisme individualiste, qui trouva des interprètes de valeur dans des hommes tels que Josiah Warren, Stephen Pearl Andrews, William B. Greene, Lysander Spooner, Benjamin R. Tucker, Ezra Heywood, Francis D. Tandy et beaucoup d'autres, bien qu'aucun d'eux n'approchât l'envergure de Proudhon. Fait caractéristique de cette école de pensée libertaire, la plupart de ses représentants tirèrent leurs idées politiques non pas de Proudhon, mais des traditions du libéralisme américain, de sorte que Tucker pouvait affirmer que « les anarchistes sont simplement des démocrates jeffersoniens conséquents ».

On trouve une expression unique des idées libertaires dans le livre de Max Stirner (Johann Caspar Schmidt, 1806-1856) « *Der Einzige utzd sein Eigevtutn* » (l'Unique et sa propriété), qui, il est vrai, tomba vite dans l'oubli et n'eut pas d'influence sur le développement du mouvement anarchiste en tant que tel. Le livre de Stirner est avant tout un ouvrage philosophique traquant la dépendance de l'homme envers de prétendues puissances supérieures dans tous ses tours et détours et ne craignant pas de tirer les conclusions des connaissances acquises durant l'examen. C'est le livre d'un insurgé conscient et réfléchi, sans la moindre révérence envers une quelconque autorité, si haut placée soit-elle, et qui attire donc puissamment la pensée indépendante.

L'anarchisme trouva un champion à l'énergie révolutionnaire vigoureuse en Michel Bakounine (1814-1876), qui fonda ses idées sur les enseignements de Proudhon, mais les étendit sur le terrain économique quand, avec l'aile fédéraliste de la Première Internationale, il préconisa la possession collective de la terre et de tous les autres moyens de production et voulut restreindre le droit de propriété privée au seul produit du travail individuel. Bakounine aussi était un adversaire du communisme qui, à cette époque, avait un caractère entièrement autoritaire, comme celui qu'il a repris aujourd'hui dans le bolchevisme.

« *Je ne suis point communiste parce que le communisme concentre et fait absorber*

toutes les puissances de la société dans l'État, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État, tandis que moi je veux l'abolition de l'État, - l'extirpation radicale de ce principe de l'autorité et de la tutelle de l'État, qui, sous le prétexte de moraliser et de civiliser les hommes, les a jusqu'à ce jour asservis, opprimés, exploités et dépravés » [3].

Bakounine était un révolutionnaire convaincu et ne croyait pas en un règlement à l'amiable des conflits à l'intérieur de la société. Il pensait que les classes dirigeantes s'opposent aveuglément et obstinément à toute possibilité de grandes réformes sociales et, par conséquent, ne voyait le salut que dans une révolution sociale internationale, qui abolirait toutes les institutions de pouvoir politique et d'exploitation économique et leur substituerait une fédération de libres associations de producteurs et de consommateurs pour pourvoir aux besoins de la vie quotidienne. Puisque, comme tant de ses contemporains, il croyait en la proche venue de la révolution, il dirigea toute sa vaste énergie vers l'union de tous les éléments authentiquement révolutionnaires et libertaires à l'intérieur et en dehors de l'Internationale pour sauvegarder la révolution montante contre toute dictature ou toute marche arrière vers le vieil état de choses. C'est ainsi qu'il devint, en un sens très spécial, le créateur du mouvement anarchiste moderne.

L'anarchisme trouva un interprète de valeur en Pierre Kropotkine (1842-1921), qui se servit des acquis des sciences naturelles modernes pour développer les concepts sociologiques de l'anarchisme. Dans son livre profond « l'Entraide, un facteur de l'évolution », il entra en lice contre ce qu'on appelait le *darwinisme social*, dont les adeptes essayaient de prouver le caractère inévitable des conditions sociales existantes à partir de la théorie darwinienne de *la lutte pour l'existence*, qui soutenait que la lutte des forts contre les faibles est une loi d'airain de la nature, à laquelle l'homme aussi est soumis. En réalité, cette conception était fortement influencée par la doctrine malthusienne selon laquelle la table de la vie n'est pas mise pour tous, la population en excédent n'ayant qu'à se réconcilier avec cette vérité. Kropotkine montra que cette conception de la nature comme un champ de guerre sans merci n'est qu'une caricature de la vie réelle et, qu'avec la lutte brutale pour l'existence en un combat bec et ongles, il existe aussi dans la nature une autre tendance qui s'exprime dans l'union sociale des espèces les plus faibles et dans le maintien des races par l'évolution des instincts sociaux et l'entraide. En ce sens, l'homme n'est pas le créateur de la société, mais la société la créatrice de l'homme, car il a hérité des espèces qui l'ont précédé l'instinct social qui, seul, lui a permis de se maintenir dans son environnement premier contre la supériorité physique d'autres espèces et de s'assurer un niveau de développement insoupçonné. Cette seconde interprétation de la lutte pour l'existence l'emporte de loin sur la première, comme le montre la constante régression des espèces sans vie sociale et qui ne dépendent que de leur force physique. Ce point de vue, qui rencontre aujourd'hui un assentiment de plus en plus large dans les sciences naturelles et la recherche sociale, a ouvert des horizons entièrement nouveaux aux perspectives concernant l'évolution humaine.

Selon Kropotkine, c'est un fait établi que, même sous le pire despotisme, la plu-

part des rapports personnels de l'homme avec ses semblables sont réglés par des habitudes sociales, de libres accords et une coopération mutuelle sans lesquels il n'y aurait pas de vie sociale du tout. Si ce n'était pas le cas, même le mécanisme d'État le plus violemment coercitif ne serait pas capable de maintenir l'ordre social un seul instant. Cependant, ces formes naturelles de comportement, qui proviennent de la nature la plus intime de l'homme, sont aujourd'hui constamment contrariées et paralysées par les effets de l'exploitation économique et de la tutelle gouvernementale, qui représentent dans la société humaine la forme brutale de la lutte pour l'existence, qui doit être vaincue par l'entraide et la libre coopération. La conscience de la responsabilité personnelle et la capacité de sympathie envers autrui, qui constituent toute l'éthique sociale et toutes les idées de justice sociale, se développent au mieux dans la liberté. Comme Bakounine, Kropotkine aussi était révolutionnaire. Mais, avec Elisée Reclus et d'autres, il ne voyait dans la révolution qu'une phase particulière du processus évolutif, qui apparaît quand de nouvelles aspirations sociales sont entravées par l'autorité dans leur développement naturel et qu'elles doivent alors briser la vieille coquille par la violence, avant de se déployer comme de nouvelles données de la vie humaine.

En contraste avec le mutuellisme de Proudhon et le collectivisme de Bakounine, Kropotkine préconisait la possession commune non seulement des moyens de production, mais aussi des produits du travail. Il était d'avis que, dans l'état actuel de la technologie, aucune mesure exacte de la valeur du travail individuel n'est possible, mais que, d'un autre côté, par une organisation rationnelle de nos méthodes modernes de travail, il sera possible d'assurer une relative abondance à chaque être humain. L'anarchisme communiste, prôné déjà par Joseph Déjacque, Elisée Reclus, Carlo Cafiero et d'autres, et qui est aujourd'hui reconnu par la grande majorité des anarchistes, trouva en lui son plus brillant interprète.

Il faut également faire mention ici de Léon Tolstoï (1828-1910) qui, à partir du christianisme primitif et sur la base des principes éthiques formulés dans les Évangiles, parvint à l'idée d'une société sans dirigeants.

Les anarchistes partagent tous le désir de libérer la société de toutes les institutions politiques et sociales coercitives, qui entravent le développement d'une humanité libre. En ce sens, le mutuellisme, le collectivisme et le communisme ne doivent pas être considérés comme des systèmes économiques clos, ne permettant aucun développement ultérieur, mais simplement comme des hypothèses économiques sur les moyens de sauvegarder une communauté libre. Il y aura même probablement dans chaque forme de société libre de l'avenir différentes formes de coopération économique existant côte à côte, puisque tout progrès social doit être associé à la libre expérimentation et à la mise à l'épreuve pratique de nouvelles méthodes qui, dans une société libre de libres communautés, trouveront toute occasion de s'appliquer.

Il en va de même des diverses méthodes de l'anarchisme. Le travail de ses partisans est avant tout un travail d'éducation pour préparer le peuple, intellectuellement et psychologiquement, aux tâches de sa libération sociale. Toute tentative pour limiter l'influence du monopole économique et le pouvoir de l'État est un pas vers la ré-

alisation de ce but. Tout développement d'organisation volontaire, dans les divers champs d'activité sociale, en direction de la liberté personnelle et de la justice sociale, approfondit la conscience du peuple et renforce sa responsabilité sociale, sans laquelle ne peut s'accomplir aucun changement dans la vie sociale. La plupart des anarchistes de notre époque sont convaincus qu'une telle transformation de la société prendra des années de travail constructif et ne s'effectuera pas sans les convulsions révolutionnaires qui, jusqu'à présent, ont toujours accompagné tout progrès de la vie sociale. Le caractère de ces convulsions, bien sûr, dépend entièrement de la force de résistance que les classes dirigeantes seront capables d'opposer à la réalisation des nouvelles idées. Plus larges seront les cercles qui s'inspirent de l'idée d'une réorganisation de la société dans un esprit de liberté et de socialisme, plus facile sera le travail d'enfantement des nouveaux changements sociaux de l'avenir. Car les révolutions ne peuvent que développer et mûrir les idées qui existent déjà et font leur chemin dans la conscience des gens ; mais elles ne peuvent créer elles-mêmes de nouvelles idées ou engendrer des mondes nouveaux à partir de rien.

Avant l'apparition d'États totalitaires en Russie, en Italie, en Allemagne et, plus tard, au Portugal et en Espagne, et l'irruption de la Seconde Guerre mondiale, des organisations et mouvements anarchistes existaient dans presque tous les pays. Mais, comme tous les autres mouvements socialistes de cette période, ils devinrent les victimes de la tyrannie fasciste et des invasions des armées allemandes et ne purent mener qu'une existence clandestine. Depuis la fin de la guerre, on note une résurrection des mouvements anarchistes dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest. Les fédérations des anarchistes français et italiens ont déjà tenu leurs premiers congrès, de même que les anarchistes espagnols, dont plusieurs milliers vivent encore en exil, la plupart en France, en Belgique et en Afrique du Nord. Des journaux et des magazines anarchistes sont édités de nouveau dans de nombreux pays européens ainsi qu'en Amérique du Nord et du Sud.

II. LES ORIGINES DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

De nombreux anarchistes ont consacré une grande partie de leurs activités au mouvement ouvrier, surtout dans les pays latins, où naquit le mouvement anarcho-syndicaliste. Ses positions théoriques se fondaient sur les enseignements du socialisme libertaire ou anarchiste, tandis que sa forme d'organisation provenait du mouvement syndicaliste révolutionnaire qui, de 1895 à 1910, marqua un progrès sensible, en particulier en France, en Italie et en Espagne. Ses idées et ses méthodes, cependant, n'étaient pas nouvelles. Elles avaient déjà trouvé une résonance profonde dans les rangs de la Première Internationale, quand cette grande association eut atteint le zénith de son développement intellectuel. Cela apparut au grand jour lors des débats de son quatrième congrès à Bâle (1869) sur l'importance des organisations

économiques des travailleurs. Dans le rapport sur cette question qu'Eugène Hins déposa devant le congrès au nom de la fédération belge, un point de vue entièrement nouveau fut présenté, qui avait une indiscutable ressemblance avec certaines idées de Robert Owen et du mouvement ouvrier anglais aux environs de 1830.

Pour en prendre une juste mesure, il faut se rappeler qu'à cette époque les diverses écoles du socialisme d'Etat n'accordaient aucune importance aux syndicats, ou peu dans le meilleur des cas. Les blanquistes français ne voyaient dans ces organisations qu'un mouvement réformiste, alors que leur but immédiat était une dictature socialiste. Ferdinand Lassalle et ses partisans dirigeaient toutes leurs activités vers l'union des travailleurs dans un parti politique et étaient des adversaires déclarés de toute tentative syndicale ; ils n'y voyaient qu'un obstacle à l'évolution politique de la classe ouvrière. Marx et ses partisans de l'époque reconnurent, il est vrai, la nécessité des syndicats pour l'obtention de certaines améliorations à l'intérieur du système capitaliste, mais ils croyaient que leur rôle s'arrêtait là et qu'ils disparaîtraient avec le capitalisme, puisque la transition au socialisme ne pouvait se faire que sous la direction d'une dictature prolétarienne.

A Bâle, cette idée subit pour la première fois un examen critique complet. Les points de vue exprimés dans le rapport belge présenté par Hins, qui étaient partagés par les délégués d'Espagne, du jura suisse et la majeure partie des sections françaises, portaient du postulat que les organisations économiques actuelles des travailleurs ne sont pas seulement une nécessité à l'intérieur de la société actuelle mais, bien plus, devaient être considérées comme le noyau social de l'économie socialiste future, et que c'était par conséquent le devoir de l'Internationale que d'éduquer les travailleurs en vue de cette tâche. En accord avec ces points de vue, le Congrès adopta la résolution suivante:

« Le Congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'occuper activement à créer des caisses de résistance dans les différents corps de métier.

« A mesure que ces sociétés se formeront, il invite les Sections, groupes fédéraux et conseils centraux à en donner

avis aux sociétés de la même corporation, afin de provoquer la formation d'associations nationales de corps de métier.

« Ces fédérations seront chargées de réunir tous les renseignements intéressant leur industrie respective, de diriger les mesures à prendre en commun, de réguler les grèves et de travailler activement à leur réussite, en attendant que le salariat soit remplacé par la fédération des producteurs libres.

« Le Congrès invite en outre le Conseil général à servir, en cas de besoin, d'intermédiaire à l'union des sociétés de résistance de tous les pays ».

Dans son plaidoyer pour la résolution présentée par le comité, Hins expliqua que *« par cette double forme d'organisation des associations locales de travailleurs et des alliances générales pour chaque industrie d'un côté, et l'administration politique des conseils ouvriers de l'autre, la représentation générale du travail, régionale, nationale et internationale, sera assurée. Les conseils des métiers et des organisations industrielles prendront la place du gouvernement actuel, et cette représenta-*

tion du travail en finira, une fois pour toutes et à jamais, avec les gouvernements du passé ».

Cette idée nouvelle vint de la reconnaissance que chaque forme économique de société doit s'accompagner d'une nouvelle forme politique de l'organisme social, sous peine de ne jamais se réaliser. Ses adeptes ne voyaient dans l'État national actuel que l'agent et le défenseur politique des classes dominantes. Ils ne cherchaient donc pas à conquérir le pouvoir mais à éliminer tout système de pouvoir à l'intérieur de la société, condition préliminaire nécessaire de toute tyrannie et de toute exploitation. Ils comprirent qu'avec le monopole de la propriété, le monopole du pouvoir aussi devait disparaître. Partant de leur reconnaissance que la domination de l'homme sur l'homme avait fait son temps, ils cherchèrent à se familiariser avec l'administration des choses. Ou comme Bakounine, un des grands précurseurs de l'anarcho-syndicalisme moderne, l'a dit :

« L'organisation de l'Internationale ayant pour but, non la création d'États ou de despotismes nouveaux, mais la destruction radicale de toutes les dominations particulières, doit avoir un caractère essentiellement différent de l'organisation des États. Autant cette dernière est autoritaire, artificielle et violente, étrangère et hostile aux développements naturels des intérêts et des instincts populaires ; autant l'organisation de l'Internationale doit être libre, naturelle et conforme en tous points à ces intérêts et ces instincts. Mais quelle est l'organisation naturelle des masses ? C'est celle qui est fondée sur les déterminations différentes de leur vie réelle, quotidienne, par les différentes espèces de travail, c'est l'organisation par corps de métiers. Du moment que toutes les industries seront représentées dans l'Internationale, y compris les différentes exploitations de la terre, son organisation, l'organisation des masses populaires sera achevée » [6].

Et en une autre occasion : *« Toute cette étude pratique et vitale des sciences sociales par les travailleurs eux-mêmes dans leurs sections de métier et leurs chambres de travail engendrera en eux - et a déjà engendré - la conviction unanime, bien réfléchie, théoriquement et pratiquement démontrable que la libération sérieuse, finale et complète des travailleurs n'est possible qu'à une condition : celle de l'appropriation dit capital, c'est-à-dire des matières premières et de tous les outils de travail, y compris la terre, par le corps entier des travailleurs [...] L'organisation des sections de métiers, leur fédération dans l'Association internationale et leur représentation par les Chambres de travail ne créent pas seulement une académie où tous les travailleurs de l'Internationale, alliant la pratique à la théorie, peuvent et doivent étudier les sciences économiques, mais produisent aussi les germes vivants du nouvel ordre social qui devra remplacer le monde bourgeois. Elles créent non seulement les idées, mais les faits de l'avenir [...] » [7].*

Après le déclin de l'Internationale et la guerre franco-allemande, qui déplaça le foyer du mouvement ouvrier socialiste en Allemagne, où les travailleurs n'avaient ni traditions révolutionnaires ni cette riche expérience possédée par les socialistes des pays de l'Ouest, ces idées furent graduellement oubliées. Après la défaite de la Commune de Paris et des soulèvements révolutionnaires en Espagne et en Italie, les sec-

tions de l'Internationale de ces pays furent contraintes pour de nombreuses années à ne poursuivre qu'une existence clandestine. Ce n'est qu'avec le réveil du syndicalisme révolutionnaire en France que les idées de la Première Internationale furent sauvées de l'oubli et inspirèrent une fois de plus de larges sections du mouvement ouvrier.

LE SOCIALISME ET L'ANARCHO-SYNDICALISME EN FRANCE

L'anarcho-syndicalisme moderne est la prolongation directe de ces aspirations sociales qui prirent forme au sein de la Première Internationale et qui furent le mieux comprises et le plus fermement maintenues par l'aile libertaire de la grande alliance des travailleurs. Il se développa en réaction directe contre les concepts et les méthodes du socialisme politique, réaction qui, dans la décennie d'avant la Première Guerre mondiale, s'était déjà manifestée dans la forte poussée du mouvement ouvrier syndicaliste révolutionnaire en France, en Italie et surtout en Espagne, où la grande majorité des travailleurs organisés était toujours restée fidèle aux doctrines de l'aile libertaire de l'Internationale.

Ce fut en France, dans la théorie et la tactique du syndicalisme révolutionnaire, que cette opposition aux idées et aux méthodes des partis ouvriers modernes trouva son expression la plus claire. La cause immédiate du développement de ces nouvelles tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier français s'explique par les scissions continues des divers partis socialistes. Tous, à l'exception des allemanistes, qui renoncèrent complètement plus tard aux activités parlementaires, voyaient dans les syndicats simplement des lieux de recrutement pour leurs objectifs politiques, sans vouloir en comprendre la raison d'être réelle. Les constantes dissensions des diverses factions socialistes se répercutaient naturellement dans les syndicats ouvriers, et il arrivait très fréquemment que, lorsque les syndicats d'une faction se mettaient en grève, les syndicats des autres factions se faisaient briseurs de grève. Cette situation intenable ouvrit graduellement les yeux des travailleurs. Aussi le Congrès syndical de Nantes (1894) chargea-t-il un comité d'étudier les moyens d'aboutir à une meilleure entente entre toutes les alliances syndicales. Il en résulta la fondation, l'année suivante, au congrès de Limoges, de la Confédération générale du travail, qui se déclara indépendante de tout parti politique. Désormais, il n'exista en France que deux grands regroupements : la CGT et la Fédération des bourses du travail ; en 1902, au congrès de Montpellier, cette dernière rejoignit la CGT.

On rencontre l'opinion largement répandue, entretenue en particulier par Werner Sombart, que le syndicalisme révolutionnaire en France doit son origine à des intellectuels comme Georges Sorel, Édouard Berth et Hubert Lagardelle qui, dans « le Mouvement socialiste », périodique fondé en 1899, exprimèrent à leur manière les conséquences intellectuelles de ce nouveau mouvement. Ce qui est complètement

faux. Aucun de ces hommes n'appartint au mouvement ni n'eut la moindre influence appréciable sur son développement interne. D'autre part, la CGT n'était pas composée exclusivement de syndicats révolutionnaires; la moitié de ses membres, sans aucun doute, étaient de tendance réformiste. Ils avaient rejoint la CGT parce que même eux reconnaissaient que la dépendance des syndicats à l'égard des partis politiques était d'un effet désastreux pour le mouvement. Mais l'aile révolutionnaire, qui possédait les éléments les plus énergiques et les plus actifs, aussi bien que les forces intellectuelles les plus brillantes, donna à la CGT son empreinte caractéristique, et ce fut elle qui détermina le développement des idées du syndicalisme révolutionnaire. Beaucoup d'idées vinrent des allemanistes, mais encore plus des rangs des anarchistes, comme Fernand Pelloutier, le très intelligent secrétaire de la Fédération des bourses du travail, Émile Pouget, rédacteur en chef de « la Voix du Peuple », organe officiel de la CGT, Paul Delesalle, Georges Yvetot et beaucoup d'autres. Ce fut principalement sous l'influence de cette aile radicale que le nouveau mouvement se développa et qu'il trouva son expression dans la Charte d'Amiens (1906), où l'on établit les principes et les méthodes du mouvement.

Parti de France, ce nouveau mouvement trouva un fort écho parmi les travailleurs latins et pénétra aussi dans d'autres pays. L'influence du syndicalisme révolutionnaire français sur des sections grandes et petites du mouvement ouvrier international fut renforcée de façon importante par la crise interne qui, dans cette période, se propagea dans presque tous les partis ouvriers socialistes d'Europe. La bataille se livrait entre, d'une part, ceux qu'on appelait les révisionnistes et, d'autre part, les marxistes rigides, mais le fait de leurs activités parlementaires communes amena naturellement les adversaires les plus violents du révisionnisme à en adopter la démarche et poussa nombre des éléments les plus réfléchis à un sérieux examen. Ils se rendirent compte que la participation à la politique des États nationaux qui avait pas fait avancer d'un pas le mouvement ouvrier vers le socialisme, mais grandement aidé à détruire l'idée d'une activité socialiste constructive et, pis encore, dérobé au peuple son initiative en lui donnant l'illusion désastreuse que le salut vient toujours d'en haut.

Dans ces circonstances, le socialisme perdit régulièrement son caractère d'idéal culturel préparant les travailleurs à la ruine du système capitaliste et aussi à se débarrasser des frontières artificielles des États nationaux. Dans l'esprit des dirigeants des partis ouvriers d'alors, les objectifs de leur mouvement furent de plus en plus mêlés aux intérêts de leur propre État, tant et si bien qu'à la fin ils devinrent incapables de discerner aucune limite précise entre socialisme et étatsisme. Il serait erroné de voir dans cette étrange volte-face une trahison intentionnelle des chefs, comme on l'a si souvent affirmé. La vérité est qu'on a affaire ici à une contamination progressive des pratiques et des pensées par l'idéologie de la société dominante qui, nécessairement, devait affecter l'attitude intellectuelle des dirigeants dans chaque pays. Ces partis mêmes qui s'étaient autrefois lancés à la conquête du pouvoir politique sous le drapeau du socialisme se voyaient contraints par la logique de fer de leur situation à sacrifier petit à petit leurs convictions socialistes à la politique nationale de l'État. Le

pouvoir politique qu'ils avaient voulu conquérir avait graduellement conquis leur socialisme, tant et si bien qu'il n'en restait guère que le nom.

LE ROLE DES SYNDICATS POINT DE VUE ANARCHO-SYNDICALISTE

Telles furent les considérations qui menèrent au développement du syndicalisme révolutionnaire ou, comme on l'appela plus tard, de l'anarcho-syndicalisme, en France et dans d'autres pays. Le terme *syndicat de travailleurs* signifie d'abord simplement une organisation de producteurs pour l'amélioration immédiate de leur situation économique et sociale. Mais la montée du syndicalisme révolutionnaire donna à ce sens originel une portée bien plus vaste et profonde. On peut définir un parti comme une organisation unifiée tendant à un effort politique précis à l'intérieur de l'État constitutionnel moderne. Celui-ci cherche à maintenir l'ordre de la société sous une forme ou sous une autre. De la même façon, selon le point de vue anarcho-syndicaliste, les syndicats sont l'organisation unifiée des travailleurs qui a pour but, d'une part, la défense des producteurs à l'intérieur de la société existante et, d'autre part, la préparation et la mise en œuvre de la reconstruction d'une société qui aboutisse au socialisme. Ils ont donc un double but :

1. Faire aboutir les revendications des producteurs pour la sauvegarde et l'élévation de leur niveau de vie ;
2. Enseigner aux travailleurs la direction technique de la production économique en général et les préparer à prendre en main l'organisation socio-économique et à la transformer selon les principes socialistes.

Les anarcho-syndicalistes estiment que les partis politiques sont inaptes à accomplir aucune de ces tâches. Selon leur conception, le syndicat doit être le fer de lance du mouvement ouvrier, trempé dans les combats quotidiens et pénétré d'esprit socialiste. C'est essentiellement dans le domaine de l'économie que les travailleurs sont capables de déployer leur pleine force, car c'est leur activité en tant que producteurs qui tient ensemble toute la structure sociale et permet l'existence de la société. C'est essentiellement en tant que producteur et créateur de la richesse sociale que le travailleur prend conscience de sa force. Solidairement avec ses compagnons, il forme la grande phalange du travail militant, brûlante de l'esprit de liberté et animée par l'idéal de justice sociale. Pour les anarcho-syndicalistes, les syndicats ouvriers sont la base porteuse d'une société future, l'école élémentaire du socialisme en général. Toute structure sociale nouvelle crée ses propres organes dans le corps du vieil organisme ; sans cette condition préalable, toute évolution sociale est impensable. L'éducation socialiste ne signifie donc pas la participation à la politique du pouvoir d'État, mais l'effort pour rendre clairs aux ouvriers les rapports des problèmes sociaux entre eux, en les préparant techniquement et sur le plan administratif à leur rôle de reconstructeurs de la vie économique, et en leur donnant la fermeté morale

nécessaire à l'exécution de leur tâche. Aucun organisme social ne convient mieux à ce but que l'outil de lutte des travailleurs ; il donne une direction précise à leurs activités sociales et trempe leur résistance par le combat quotidien pour la vie et la défense de leurs droits. En même temps, il développe leurs concepts éthiques, sans lesquels aucune transformation sociale n'est possible : solidarité vitale avec leurs compagnons de fortune et responsabilité morale de leurs actions.

C'est justement parce que l'œuvre éducative des anarchosyndicalistes est orientée vers le développement de la pensée indépendante qu'ils sont les adversaires déclarés de toutes les tendances centralisatrices si caractéristiques de la plupart des partis ouvriers. Schéma artificiel de fonctionnement de haut en bas livrant la direction de l'administration à une petite minorité, le centralisme s'accompagne toujours d'une routine officielle stérile : il étouffe la conviction individuelle, tue toute initiative personnelle dans la discipline et l'ossification bureaucratique. Pour l'État, le centralisme est la forme d'organisation appropriée, puisqu'il vise à l'uniformité la plus grande possible de la vie sociale avec pour but le maintien du statu quo politique et social. Mais, pour un mouvement dont l'existence même dépend d'une action rapide au moment favorable et aussi de l'indépendance de pensée de ses adhérents, le centralisme est une malédiction qui paralyse systématiquement toute spontanéité et affaiblit son pouvoir.

L'organisation anarcho-syndicaliste est fondée sur le principe du fédéralisme, sur la libre association de bas en haut, mettant le droit à l'autodétermination de chaque syndicat au-dessus de tout, et ne reconnaissant que l'accord organique de tous sur la base d'intérêts semblables et de convictions communes. Son organisation est donc construite sur la base suivante : les travailleurs de chaque localité rejoignent les syndicats de leur métier respectif ; les syndicats d'une cité ou d'un district rural fusionnent avec les bourses du travail, qui constituent les centres locaux de propagation et d'éducation soudant les travailleurs en tant que producteurs et empêchant la montée de tout esprit corporatiste étroit ; lors des conflits du travail, les bourses du travail veillent à la coopération de tous les travailleurs localement organisés ; elles se regroupent toutes par districts et régions pour former la Fédération nationale des bourses du travail, qui maintient le contact permanent avec les groupements locaux et veille au libre travail producteur des membres des diverses organisations sur le mode coopératif, leur fournit ce qui manque à l'œuvre d'éducation et les soutient de ses conseils et de ses avis.

Chaque syndicat est, en outre, fédéré à toutes les organisations de la même industrie, et celles-ci à leur tour à tous les métiers connexes ; de sorte que tous sont associés dans des alliances industrielles et agricoles. C'est leur tâche de répondre aux besoins des luttes quotidiennes entre le capital et le travail et d'associer toutes les forces du mouvement pour l'action commune quand la nécessité s'en fait sentir. Ainsi, la Fédération des bourses du travail et la Fédération des alliances industrielles constituent les pôles entre lesquels tourne toute la vie des syndicats ouvriers.

Une telle forme d'organisation ne donne pas seulement aux travailleurs la possibilité d'agir directement dans la lutte pour leur pain quotidien, mais elle leur fournit

aussi les bases nécessaires pour la réorganisation de la société par leur propre force et sans intervention étrangère en cas de crise révolutionnaire. Les anarcho-syndicalistes sont convaincus qu'un ordre économique socialiste ne peut pas être créé par les décrets et ordonnances d'un gouvernement quel qu'il soit, mais seulement par la participation générale des ouvriers, techniciens et paysans, organisant la production et la distribution sous leur propre administration, dans l'intérêt de la communauté et sur la base d'accords mutuels. Dans une telle situation, les bourses du travail s'empareraient dans chaque communauté du capital social existant, détermineraient les besoins des habitants de leurs districts et organiseraient la consommation locale. Par l'intermédiaire de la Fédération des bourses du travail, il serait possible de calculer tous les besoins du pays et d'adapter la production en conséquence. D'un autre côté, ce serait la tâche des alliances industrielles et agricoles de prendre le contrôle de tous les instruments de production, des transports, etc., et de fournir aux groupes producteurs distincts ce dont ils ont besoin. En un mot :

1. Organisation de la production totale du pays par la Fédération des alliances industrielles et direction du travail par des conseils ouvriers élus par les travailleurs eux-mêmes ;
2. Organisation de la consommation par la Fédération des bourses du travail.

A cet égard aussi, l'expérience pratique a été instructive. Elle a montré que les nombreux problèmes d'une reconstruction socialiste de la société ne peuvent être résolus par aucun gouvernement, pas même par la fameuse dictature du prolétariat. En Russie, la dictature bolchevique est restée impuissante pendant presque deux années devant les problèmes économiques et a essayé de cacher son incapacité derrière un déluge de décrets et d'ordonnances dont la plupart furent aussitôt enfouis dans des bureaux. Si le monde pouvait être libéré par des décrets, il ne subsisterait plus depuis longtemps le moindre problème en Russie. Dans son zèle fanatique pour le pouvoir, le bolchevisme a violemment détruit les organes les plus précieux d'un ordre socialiste, en supprimant les sociétés coopératives, en plaçant les syndicats sous le contrôle de l'État et en privant les soviets de leur indépendance presque dès le début. Aussi la dictature du prolétariat a-t-elle frayé la voie non pas à une société socialiste, mais au type le plus primitif de capitalisme d'État bureaucratique ainsi qu'au retour de l'absolutisme politique qui était depuis longtemps aboli dans la plupart des pays par les révolutions bourgeoises. Dans sa « Lettre aux ouvriers occidentaux », Kropotkine a dit avec raison : « *Nous apprenons, en Russie, comment le communisme ne peut pas être introduit, même quand les populations, écœurées du vieux régime, n'opposent aucune résistance aux expériences faites par les nouveaux gouvernants. L'idée des soviets - conseils du travail et de paysans - [...] l'idée de tels conseils contrôlant la vie politique et économique du pays est une grande idée... Mais, aussi longtemps qu'une contrée est gouvernée par la dictature d'un parti, les conseils du travail et de paysans perdent, évidemment, toute leur signification. Ils en sont réduits au rôle passif joué dans le passé par les états généraux et les parlements quand ils étaient convoqués par le roi, et avaient devant eux un conseil du roi tout-puissant* » [8].

LA LUTTE EN ALLEMAGNE ET EN ESPAGNE

En Allemagne, cependant, où l'aile modérée du socialisme politique était arrivée au pouvoir, le socialisme, à la suite de ses longues années d'absorption dans la routine des tâches parlementaires, s'était tellement embourbé qu'il n'était plus capable de la moindre action créatrice. Même un journal bourgeois comme le « Frankfurter Zeitung » se sentit obligé d'écrire que « *l'histoire des peuples européens n'avait pas auparavant produit une révolution qui eût été si pauvre en idées créatrices et si faible en énergie révolutionnaire* ». Le simple fait qu'un parti, le plus important parmi tous les partis ouvriers du monde et le plus fort parti en Allemagne pendant de nombreuses années, ait dû laisser le champ libre à Hitler et à ses bandes sans aucune résistance, parle de lui-même et présente un exemple d'impuissance et de faiblesse qui ne peut guère prêter à méprise.

Il n'est que de comparer la situation allemande de ce temps avec l'attitude des syndicats ouvriers anarchosindicalistes en Espagne, et particulièrement en Catalogne, où leur influence était la plus forte, pour saisir toute la différence entre les mouvements ouvriers de ces deux pays. Quand, en juillet 1936, la conspiration des chefs fascistes de l'armée déboucha sur une révolte ouverte, ce fut grâce à l'héroïque résistance de la CNT (Confédération Nationale du Travail) et de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) que le soulèvement fasciste en Catalogne fut écrasé en quelques jours, débarrassant de l'ennemi cette très importante région de l'Espagne et déjouant le plan primitif des conspirateurs, qui était de prendre Barcelone par surprise. Les ouvriers ne s'arrêtèrent pas alors à mi-chemin ; il s'ensuivit la collectivisation de la terre et la prise en charge des usines par les syndicats d'ouvriers et de paysans. Ce mouvement, qui déferla à l'initiative de la CNT et de la FAI avec une irrésistible puissance, se propagea en Aragon, dans le Levant et d'autres régions du pays et entraîna même à sa suite une grande partie des syndicats d'obédience socialiste de l'UGT (Union Générale des Travailleurs). Cet événement révéla que les ouvriers anarcho-sindicalistes d'Espagne non seulement savaient comment combattre, mais qu'ils étaient aussi fertiles en ces idées constructives si nécessaires dans un moment de crise véritable. C'est le grand mérite du socialisme libertaire en Espagne que d'avoir, depuis l'époque de la Première Internationale, éduqué les ouvriers dans cet esprit qui chérit la liberté avant tout et considère l'indépendance intellectuelle de ses adhérents comme la base de son existence (voir note de Rocker à la fin de ce texte). Ce fut l'attitude passive des travailleurs organisés des autres pays, acceptant la politique de non intervention de leurs gouvernements, qui conduisit à la défaite des ouvriers et des paysans espagnols après une lutte héroïque de plus de deux années et demie.

LA LUTTE POLITIQUE POINT DE VUE ANARCHO-SYNDICALISTE

On a souvent accusé les partisans de l'anarchosyndicalisme de ne pas s'intéresser à la structure politique des différents pays et, par conséquent, aux luttes politiques de leur époque. Cette idée est entièrement fautive et provient d'une franche ignorance ou d'une déformation volontaire des faits. Ce n'est pas la lutte politique en tant que telle qui distingue les anarcho-syndicalistes des partis ouvriers modernes, à la fois dans les principes ou dans la tactique, mais la forme de cette lutte et les buts qu'elle a en vue. Les anarcho-syndicalistes poursuivent la même tactique dans leur combat contre l'oppression politique et contre l'exploitation économique. Mais, tandis qu'ils sont convaincus qu'en même temps que le système d'exploitation disparaîtra aussi l'État, son appareil politique protecteur pour céder la place à l'administration des affaires publiques sur la base de libres accords, ils ne négligent pas du tout le fait que les efforts des travailleurs organisés à l'intérieur du système politique et social existant doivent toujours être dirigés contre toute attaque de la réaction et constamment élargir le champ de ces droits chaque fois que l'occasion s'en présente. La lutte héroïque de la CNT en Espagne contre le fascisme fut, peut être, la meilleure preuve que parler d'un prétendu apolitisme des anarchosyndicalistes relève d'une discussion de café du Commerce. Mais, à leur avis, le point d'attaque dans la lutte politique ne repose pas dans les corps législatifs, mais dans le peuple.

Les droits politiques ne tirent pas leur origine des parlements ; ils leur sont plutôt imposés de l'extérieur. Et même leur promulgation sous forme de lois n'est pas une garantie de leur application. Ces droits n'existent pas parce qu'on les a légalement inscrits sur un bout de papier, mais seulement quand ils sont enracinés dans les habitudes d'un peuple, et que toute tentative de les altérer rencontrera la résistance violente de la population. Quand ce n'est pas le cas, une opposition parlementaire ou des appels platoniques à la Constitution ne servent à rien. On force le respect d'autrui quand on sait défendre sa dignité d'être humain. Ce n'est pas seulement vrai dans la vie privée ; il en est toujours allé de même dans la vie politique.

Tous les droits et toutes les libertés politiques dont les gens jouissent aujourd'hui, ils ne le doivent pas au bon vouloir de leurs gouvernements mais à leur propre force. Les gouvernements ont toujours employé tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher l'accession à ces droits ou les rendre illusoire. De grands mouvements de masse et des révolutions ont été nécessaires pour les arracher aux classes dirigeantes, qui n'y auraient jamais consenti volontairement. Toute l'histoire des trois cents dernières années en est la preuve. *Ce qui est important, ce n'est pas que des gouvernements aient décidé de concéder certains droits au peuple, mais pourquoi ils durent le faire.* Évidemment, si on accepte l'expression cynique de Lénine considérant la liberté simplement comme un « préjugé bourgeois », les droits politiques

n'ont assurément aucune valeur pour les travailleurs. Mais les innombrables luttes du passé, toutes les révoltes et révolutions auxquelles nous devons ces droits, sont alors également sans valeur. Pour proclamer ce trait de sagesse, il n'était guère nécessaire de renverser le tsarisme, car même la censure de Nicolas II n'aurait certainement fait aucune objection à la désignation de la liberté comme préjugé bourgeois.

Si l'anarchosyndicalisme rejette néanmoins la participation aux parlements nationaux actuels, ce n'est pas parce qu'il se désolidarise des luttes politiques en général, mais parce que ses partisans estiment que cette forme d'activité est la forme de lutte politique la plus faible et la plus inopérante pour les travailleurs. Pour les classes possédantes, l'action parlementaire est certainement un instrument approprié pour le règlement des conflits qui surgissent, parce qu'elles sont toutes également intéressées au maintien de l'ordre économique et social actuel. Là où il existe un intérêt commun, des accords mutuels sont possibles et avantageux pour toutes les parties. Mais, pour les travailleurs, la situation est toute différente. Pour eux, l'ordre économique existant est la source de leur exploitation et de leur assujettissement social et politique. Même le vote le plus libre ne peut pas supprimer le contraste flagrant entre classes possédantes et classes non possédantes dans la société. Il peut seulement marquer la servitude des classes laborieuses au coin de la légalité.

C'est un fait que, lorsque les partis ouvriers socialistes ont voulu réaliser des réformes politiques décisives, ils n'y parvinrent pas par l'action parlementaire, mais furent obligés de s'en remettre entièrement à la capacité de lutte économique des travailleurs. Les grèves générales politiques en Belgique et en Suède pour l'obtention du suffrage universel en sont la preuve. Et, en Russie, ce fut la grande grève générale de 1905 qui força le tsar à signer la nouvelle constitution. C'est pour avoir reconnu cela que les anarchosyndicalistes centrèrent leur activité sur l'éducation socialiste des masses et l'utilisation de leur pouvoir économique et social. Leur méthode est celle de l'action directe tant sur le plan économique que politique. Par action directe, ils entendent toute méthode de lutte immédiate des travailleurs contre l'oppression économique et politique. Parmi celles-ci, la plus éminente est la grève dans toutes ses gradations, de la simple lutte pour les salaires à la grève générale, en passant par le boycott organisé et tous les autres moyens innombrables dont disposent les travailleurs en tant que producteurs.

Une des formes les plus efficaces d'action directe est la *grève sociale*, qui fut jusqu'ici surtout employée en Espagne et, en partie, en France, et qui montre une responsabilité remarquable et croissante des travailleurs vis-à-vis de la société considérée comme un tout. Elle se préoccupe moins des intérêts immédiats des producteurs que de la protection de la communauté contre les excroissances les plus pernicieuses du système actuel. La grève sociale cherche à obliger les employeurs à prendre leurs responsabilités vis-à-vis du public. Elle a essentiellement en vue la protection des consommateurs, dont les travailleurs eux-mêmes constituent la grande majorité. Dans les circonstances actuelles, les travailleurs s'avilissent fréquemment à des activités nuisibles à la communauté entière pour l'avantage des employeurs. Ils sont contraints d'utiliser des matériaux de qualité inférieure et souvent réellement

dangereux dans la fabrication de leurs produits, d'édifier des demeures de médiocre qualité, de mettre sur le marché des denrées avariées et de perpétrer d'innombrables actes destinés à abuser le consommateur. S'y opposer vigoureusement est, de l'avis des anarchosyndicalistes, la grande tâche des syndicats ouvriers. Tout progrès dans cette direction relèverait en même temps la position des travailleurs dans la société et, dans une plus large mesure, consoliderait cette position.

L'action directe par les travailleurs organisés trouve son expression la plus forte dans la *grève générale*, dans l'arrêt du travail de chaque branche de production quand tout autre moyen échoue. C'est l'arme la plus puissante dont disposent les travailleurs et elle exprime dans toute son ampleur leur force comme facteur social. La grève générale, évidemment, n'est pas un procédé qui peut être invoqué à tort et à travers. Elle requiert certains principes sociaux qui lui donnent une force morale propre et en font une proclamation de la volonté des larges masses du peuple. La prétention ridicule, qu'on attribue si souvent aux anarcho-syndicalistes, selon laquelle il suffirait seulement de proclamer une grève générale pour bâtir une société socialiste en quelques jours, n'est, évidemment, qu'une invention inepte d'adversaires ignorants. La grève générale peut servir divers buts. Ce peut être la dernière étape d'une grève de solidarité, comme, par exemple, à Barcelone en 1902 ou à Bilbao en 1903, où elle permit aux mineurs de se débarrasser de l'odieux système du paiement en nature et contraignit les employeurs à prendre des mesures sanitaires dans leurs mines. Ce peut être aussi un moyen pour les travailleurs organisés d'imposer une revendication générale, comme, par exemple, dans la tentative de grève générale aux États-Unis, en 1886, pour obtenir la journée de huit heures dans toutes les industries. La grande grève générale des travailleurs anglais en 1926 fut le résultat d'une tentative concertée des employeurs pour abaisser le niveau de vie général des travailleurs par une réduction des salaires.

Mais la grève générale peut aussi avoir des objectifs politiques : par exemple, le combat des travailleurs espagnols en 1904 pour la libération des prisonniers politiques, ou la grève générale en Catalogne en juillet 1909 pour forcer le gouvernement à terminer sa guerre criminelle au Maroc. La grève générale des travailleurs allemands en 1920, qui fut engagée après ce qu'on a appelé le putsch de Kapp et qui mit fin à un gouvernement qui avait conquis le pouvoir par un soulèvement militaire, appartient aussi à cette catégorie. Dans de tels moments critiques, la grève générale prend la place des barricades lors des soulèvements politiques du passé. Pour les travailleurs, la grève générale est la conséquence logique du système industriel moderne, dont ils sont les victimes aujourd'hui, et elle leur offre en même temps l'arme la plus forte dans la lutte pour leur libération sociale, pourvu qu'ils reconnaissent leur propre force et apprennent à utiliser cette arme à bon escient.

L'ANARCHO-SYNDICALISME APRES LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

En Europe centrale, le vieux régime s'était effondré. La Russie se retrouvait au milieu d'une révolution sociale dont personne ne pouvait prévoir la fin. La Révolution russe avait marqué les travailleurs de chaque pays très profondément. Ils sentirent que l'Europe était dans une crise révolutionnaire et que, si rien de décisif n'en sortait rapidement, leurs espoirs seraient balayés pour de nombreuses années. Pour cette raison, ils mirent les plus grands espoirs dans la révolution russe et virent en elle le début d'une nouvelle ère de l'histoire européenne. En 1919, le parti bolchevique, qui avait conquis le pouvoir en Russie, lança un appel à toutes les organisations ouvrières révolutionnaires de la planète et les invita à un congrès l'année suivante à Moscou pour fonder une nouvelle Internationale. Les partis communistes, à cette époque, n'existaient que dans quelques pays ; d'un autre côté, il y avait en Espagne, au Portugal, en France, en Italie, en Hollande, en Suède, en Allemagne, en Angleterre et dans les pays d'Amérique du Nord et du Sud, des organisations syndicalistes révolutionnaires, dont certaines exerçaient une très forte influence. Aussi ce fut le grand souci de Lénine et de ses partisans que de gagner ces diverses organisations à leurs fins. Il en résulta qu'au congrès pour la fondation de la Troisième Internationale dans l'été de 1920 presque toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires d'Europe furent représentées.

Après la Première Guerre mondiale, les peuples d'Europe affrontèrent une nouvelle situation. Mais l'impression que les délégués syndicalistes révolutionnaires retirèrent de la Russie ne fut pas de nature à leur faire envisager une collaboration avec les communistes comme possible ou désirable. La dictature du prolétariat se révélait déjà sous son vrai jour. Les prisons étaient remplies de socialistes de toute école, parmi lesquels de nombreux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires. Mais, surtout, il fut clair que la nouvelle caste dominante n'était en aucune façon propre à la tâche d'une authentique construction socialiste. La fondation de la Troisième Internationale avec son appareil dictatorial et ses efforts pour faire de tout le mouvement ouvrier d'Europe un instrument de la politique étrangère de l'État bolchevique firent vite comprendre aux syndicalistes révolutionnaires qu'ils n'avaient rien à y faire. Pour cette raison, le congrès de Moscou décida d'établir parallèlement à la Troisième Internationale une alliance internationale des syndicats révolutionnaires, dans laquelle les organisations syndicalistes révolutionnaires de toutes nuances pourraient aussi trouver place. Les délégués syndicalistes révolutionnaires acceptèrent cette proposition, mais, quand les communistes exigèrent que cette nouvelle organisation soit subordonnée à la Troisième Internationale, la demande fut rejetée à l'unanimité par les syndicalistes révolutionnaires.

En décembre 1920, une conférence syndicaliste révolutionnaire internationale se réunit à Berlin pour décider d'une attitude envers le prochain congrès de l'Internationale.

tionale syndicale rouge, qui se préparait à Moscou pour l'année suivante. La conférence tomba d'accord sur sept points dont l'acceptation déterminerait l'entrée des syndicalistes révolutionnaires dans cette organisation. Les plus importants en furent la complète indépendance du mouvement à l'égard de tout parti politique et l'insistance sur le fait que la reconstruction socialiste de la société ne pouvait s'effectuer que par les organisations économiques des classes productives elles-mêmes. Au congrès de Moscou, l'année suivante, les organisations syndicalistes révolutionnaires furent mises en minorité. L'Alliance centrale des syndicats russes domina entièrement la situation et fit approuver toutes ses résolutions.

En octobre 1921, une conférence internationale de syndicalistes révolutionnaires se tint à Düsseldorf en Allemagne et décida de convoquer un congrès international à Berlin l'année suivante. Ce congrès eut lieu du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. Les organisations suivantes furent représentées : l'Argentine par la Federacion Obrera Regional Argentina, avec 200 000 membres ; le Chili par les Industrial Workers of the World, avec 20 000 membres ; le Danemark par l'Union pour la propagande syndicaliste, avec 600 membres ; l'Allemagne par la Freie Arbeiter Union, avec 120 000 membres ; la Hollande par le National Arbeids Secretariaat, avec 22 500 membres ; l'Italie par l'Unione Sindacale Italiana, avec 500 000 membres ; le Mexique par la Confederacion General de Trabajadores ; la Norvège par la Norsk Syndikalistisk Federasjon, avec 20 000 membres ; le Portugal par la Confederação Geral do Trabalho, avec 150 000 membres ; la Suède par la Sveriges Arbetares Centralorganisation, avec 32 000 membres.

La CNT espagnole, à cette époque, était engagée dans une lutte terrible contre la dictature de Primo de Rivera et n'avait pas envoyé de délégués, mais elle réaffirma son adhésion au congrès secret de Saragosse en octobre 1923. En France, la CGTU, née d'une scission de la CGT après la guerre, avait déjà rejoint Moscou. Mais il y avait une minorité dans l'organisation qui s'était regroupée pour former le Comité de Défense Syndicaliste Révolutionnaire, représentant environ 100 000 travailleurs, qui prit part aux débats du congrès de Berlin. De Paris, la Fédération du Bâtiment, avec 32 000 membres, et la Fédération des jeunesses de la Seine furent également représentées. Deux délégués représentèrent la minorité syndicaliste révolutionnaire des travailleurs russes.

Le Congrès résolut à l'unanimité de fonder une alliance internationale de toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires sous le nom d'Association Internationale des Travailleurs. Il adopta une déclaration de principes se référant explicitement à l'anarcho-syndicalisme. On pouvait lire au second alinéa de cette déclaration ce qui suit :

« Le syndicalisme révolutionnaire est l'ennemi convaincu de tout monopole économique et social et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines, sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à un quelconque pouvoir ou parti politique. Il dresse contre la politique de l'État et des partis l'organisation économique du travail, contre le gouvernement des hommes la gestion des choses. Il n'a

donc pas pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction étatique dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination et que toute forme d'État, celle de la dictature du prolétariat y comprise, ne peut en aucun cas être un instrument d'affranchissement, mais sera toujours créatrice de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges ».

Après cela, la rupture d'avec le bolchevisme et ses partisans dans les divers pays fut consommée. L'AIT suivit désormais son propre chemin, tint ses propres congrès internationaux, publia ses bulletins et régla les relations entre les organisations syndicalistes révolutionnaires des différents pays.

L'organisation la plus puissante et la plus influente de l'AIT fut la CNT espagnole, âme de toutes les dures luttes ouvrières menées en Espagne et épine dorsale de la résistance contre le fascisme et de la réorganisation sociale du pays. Avant le triomphe de Franco, la CNT comprenait environ deux millions de membres, ouvriers, paysans et intellectuels. Elle contrôlait trente-six quotidiens, parmi lesquels Solidaridad Obrera à Barcelone, qui tirait à 240 000 exemplaires, chiffre jamais atteint par aucun journal en Espagne, et Castilla libre, qui fut le journal le plus lu de Madrid. La CNT a édité des millions de livres et de brochures et contribué à l'éducation des masses plus que tout autre mouvement en Espagne.

Au Portugal, la Confederação Geral do Trabalho, créée en 1911, fut l'organisation ouvrière la plus forte du pays, fondée sur les mêmes principes que la CNT en Espagne. Après la victoire de la dictature, la CGT portugaise fut forcée d'abandonner son activité publique et ne put mener qu'une existence clandestine.

En Italie, sous l'influence des idées du syndicalisme révolutionnaire français, l'aile syndicaliste révolutionnaire de la Confederazione del lavoro quitta cette organisation en raison de sa soumission au parti socialiste et forma l'Unione Sindacale Italiana. Ce groupe fut l'âme d'une longue liste d'après luttes ouvrières et joua un rôle éminent dans les événements de ce qu'on a appelé la Semaine rouge en juin 1914 et, plus tard, dans l'occupation des usines de Milan et d'autres cités de l'Italie du Nord. Sous le fascisme, tout le mouvement ouvrier italien disparut avec l'USI.

En France, les anarcho-syndicalistes quittèrent la CGTU en 1922, après que cette organisation fut entièrement tombée sous la coupe des bolcheviks, et formèrent la Confédération Générale du Travail-Syndicaliste Révolutionnaire, qui rejoignit l'AIT.

En Allemagne, avant la Première Guerre mondiale, persista durablement le mouvement de ceux qu'on appelait les localistes, dont la place forte était la Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften, fondée en 1897. Cette organisation s'inspirait à l'origine des idées social-démocrates, mais elle combattit les tendances centralisatrices du mouvement ouvrier allemand. Le renouveau du syndicalisme révolutionnaire français eut une grande influence sur la FVDG et entraîna l'adoption de purs principes syndicalistes révolutionnaires. Au congrès de Düsseldorf en 1920, l'organisation changea son nom en Freie Arbeiter Union Deutschlands. Ce mouvement rendit un grand service par l'infatigable travail de propagande de son active maison

d'édition à Berlin, qui imprima un grand nombre d'ouvrages de valeur. Après l'accession d'Hitler au pouvoir, le mouvement de la FAUD disparut de la scène. Beaucoup de ses adhérents périrent dans des camps de concentration ou durent se réfugier à l'étranger.

En Suède, il existe toujours un mouvement syndicaliste révolutionnaire très actif, la Sveriges Arbetares Centralorganisation, seule organisation syndicaliste révolutionnaire d'Europe à avoir échappé à la réaction du fascisme et à l'invasion allemande pendant la guerre. Les syndicalistes révolutionnaires suédois participèrent à toutes les grandes luttes ouvrières de leur pays et poursuivirent pendant de nombreuses années l'œuvre d'éducation socialiste et libertaire. Le mouvement dispose à Stockholm d'un grand quotidien, Arbetaren, et son organisation interne est très efficace.

En Hollande, le mouvement syndicaliste révolutionnaire se regroupa dans le National Arbeids Secretariaat ; mais quand cette organisation tomba de plus en plus sous l'emprise communiste, presque la moitié de ses membres se séparèrent et formèrent le Nederlandsch Syndikalistisch Vakverbond, qui rejoignit l'AIT.

Outre ces organisations, il y eut des groupes de propagande anarcho-syndicaliste en Norvège, en Pologne et en Bulgarie, qui s'affilièrent à l'AIT. Le Jiyu Rengo Dantai Zenkoku Kaigi 9 japonais rejoignit aussi les rangs de l'AIT.

En Argentine, la Federacion obrera regional Argentina, fondée en 1891, fut pendant de nombreuses années le centre de la plupart des grandes luttes ouvrières de ce pays. Son histoire couvre un des chapitres les plus mouvementés des annales du mouvement ouvrier. Le mouvement publia un quotidien, la Protesta, pendant plus de vingt-cinq ans, et de très nombreux hebdomadaires dans tout le pays. Après le coup d'État du général Uriburu, la FORA fut interdite, mais elle poursuivit une activité clandestine, comme elle le fait maintenant sous Peron. En mai 1929, elle convoqua un congrès de tous les pays sud-américains à Buenos Aires. A ce congrès, outre la FORA d'Argentine, furent représentés : le Paraguay par le Centro obrero del Paraguay ; la Bolivie par la Federacion local de La Paz, la Antorcha et Licz y Libertad ; le Mexique par la Confederacion general de trabajadores ; le Guatemala par le Comité pro accion sindical ; l'Uruguay par la Federacion obrera regional uruguaya. Le Brésil fut représenté par des syndicats de sept des États constituants. Le Costa Rica fut représenté par l'organisation Hacia la libertad. A ce congrès naquit l'Association continentale américaine des travailleurs, qui constituait la branche sud-américaine de l'AIT. Le siège de cette organisation fut d'abord à Buenos Aires, mais plus tard, à cause de la dictature, il dut être transféré en Uruguay. Telles étaient les forces dont disposait l'anarcho-syndicalisme dans les divers pays avant la domination fasciste et l'irruption de la Seconde Guerre mondiale. Le Bureau international de l'AIT, qui fut transféré pendant ces années de réaction et de guerre en Suède, s'occupe à présent de préparer un congrès international des forces syndicalistes révolutionnaires en voie de réorganisation.

Note de Rudolf Rocker

Voici juste quelques opinions de journalistes étrangers qui n'ont pas de liens personnels avec le mouvement anarchiste. Ainsi, Andrès Oltmares, professeur à l'université de Genève, au cours d'une assez longue allocution, déclara :

« *En pleine guerre civile, les anarchistes se sont avérés des organisateurs politiques de premier ordre. Ils suscitèrent en chacun le sens des responsabilités qu'exigeaient les circonstances et surent, par d'éloquents appels, entretenir l'esprit de sacrifice pour le bien-être général du peuple.*

« *Social-démocrate, je parle ici avec une joie intime et une admiration sincère de mes expériences en Catalogne. La transformation anticapitaliste s'est faite ici sans qu'ils aient à recourir à une dictature. Les membres des syndicats sont leurs propres maîtres et poursuivent la production et la distribution des produits du travail sous leur propre direction, en s'aidant des conseils d'experts techniques en qui ils ont confiance. L'enthousiasme des travailleurs est si grand qu'ils dédaignent tout avantage personnel et ne se préoccupent que du bien-être de tous* ».

L'antifasciste italien bien connu Carlo Rosselli, qui, avant l'accession de Mussolini au pouvoir, était professeur d'économie à l'université de Gênes, formula son jugement dans les termes suivants :

« *En trois mois, la Catalogne a été capable d'établir un nouvel ordre social sur les ruines d'un ancien système. Elle le doit principalement aux anarchistes, qui ont révélé un sens des réalités tout à fait remarquable, une intelligence pratique et des capacités d'organisation [...]. Toutes les forces révolutionnaires de Catalogne se sont unies en un programme de caractère syndicaliste-socialiste : socialisation de la grande industrie, reconnaissance du petit propriétaire, contrôle ouvrier [...]. L'anarchosyndicalisme, jusqu'ici si méprisé, s'est révélé une grande force constructive [...]. Je ne suis pas anarchiste, mais je considère de mon devoir d'exprimer ici mon opinion sur les anarchistes de Catalogne, qu'on a bien trop souvent représentés au monde comme des éléments destructeurs, sinon criminels. J'étais avec eux au front dans les tranchées, et j'ai appris à les admirer. Les anarchistes catalans appartiennent à l'avant-garde de la révolution qui vient. Un nouveau monde est né avec eux, et c'est une joie de servir ce monde* ».

Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party en Angleterre, qui voyagea en Espagne après les événements de mai en Catalogne (1937), fit part de ses impressions dans les termes suivants :

« *J'ai été impressionné par la force de la CNT. Il était inutile de me dire que c'est la plus grande et la plus vitale des organisations de la classe ouvrière en Espagne. C'était évident de tout côté. Les grandes industries étaient clairement, pour la plupart, entre les mains de la CNT - le rail, les transports routiers, la marine marchande, les constructions mécaniques, le textile, l'électricité, le bâtiment, l'agriculture. A Valence, l'UGT avait une plus grande part du contrôle qu'à Barcelone, mais généralement parlant la masse des travailleurs manuels appartenait à la CNT.*

Les membres de l'UGT étaient plutôt du type du travailleur à « col blanc » [...]. J'ai été immensément impressionné par le travail révolutionnaire constructif que faisait la CNT. Leur réalisation du contrôle ouvrier dans l'industrie est une source d'inspiration. On pourrait prendre l'exemple du rail ou des constructions mécaniques ou du textile [...]. Il y a encore des Britanniques ou des Américains pour considérer les anarchistes d'Espagne comme des éléments incontrôlables, impossibles, sans discipline. C'est aux antipodes de la vérité. Les anarchistes d'Espagne, par la CNT, sont en train de faire une des plus grandes œuvres constructives jamais faites par la classe ouvrière. Au front, ils combattent le fascisme. A l'arrière, ils construisent de fait la Nouvelle Société des Travailleurs. Ils voient que la guerre contre le fascisme et l'accomplissement de la Révolution sociale sont inséparables. Ceux qui ont vu et compris ce qu'ils sont en train de faire doivent les honorer et leur être reconnaissants. Ils résistent au fascisme. Ils sont en même temps en train de créer le Nouvel Ordre des Travailleurs qui est la seule alternative au fascisme. C'est certainement la plus grande chose maintenant en train d'être faite par les travailleurs dans n'importe quelle partie du monde ».

Et à un autre endroit : « *La grande solidarité qui existait parmi les anarchistes était due à ce que chaque individu ne se fiait qu'à sa propre force et ne comptait pas sur des chefs [...]. Les organisations doivent, pour réussir, être associées avec un peuple qui pense librement ; pas une masse, mais des individus libres ».*

Notes du traducteur

[1] *Voluntary Socialism* est un ouvrage de l'anarchiste américain Francis D. Tandy, paru en 1896. Rocker y fait peut-être allusion ici. Voir Max Nettlau, *Bibliographie de l'anarchie*, Bruxelles, 1897 (réédition Mégariotis Reprints, Genève, 1978)

[2] *Crépuscule des idoles ou Comment philosopher à coups de marteaux* (1888), chapitre : « Ce qui manque aux allemands », §4. Traduit de l'allemand par J.-Cl. Hémerly, Folio, 1988, pp. 53-54.

[3] Cité dans *l'Internationale, documents et souvenirs* (1864-1878), par James Guillaume, Paris, 1905, tome I, p. 75 (réédition Gérard Lebovici, 1985).

[4] *Idem*, pp. 205-206.

[5] Retraduit de l'anglais. Nous n'avons pas retrouvé cette citation ni dans Guillaume, *op. cit.*, ni dans Freymond, *la Première Internationale*, Droz, 1962.

[6] Bakounine : « l'Organisation de l'Internationale », in l'Almanach du peuple pour 1872, publié par la commission de propagande socialiste à Saint-Imier.

[7] Retraduit de l'anglais. Nous n'avons pas retrouvé cette citation.

[8] Lettre du 10 juin 1920, publiée par le « Groupe de propagande par l'écrit », 1920, n°1. Citée dans Kropotkine, *Œuvres*, Maspéro, 1976, pp. 345-346.

[9] Un membre de cette fédération syndicale, l'anarchiste Sakae Osugi (né en 1885), fu assassiné en septembre 1923 avec sa compagne Noe Ito (née en 1895) et son neveu Soichi Tachibana, qui n'avait que six ans, par la police japonaise pour avoir provoqué... un tremblement de terre. Ce séisme effroyable, qui fit plus de 140 000 morts, servit de prétexte à une vague de massacres de travailleurs coréens et à l'élimination physique des syndicalistes et des révolutionnaires. Sur Sakae Osugi, voir le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. Le Japon*, tome II. Editions ouvrières, 1978, pp. 169-172 ; et sur Noe Ito, *idem*, pp. 225-226.

[10] Sur Archibald Fenner Brockway (1888- ?), on peut consulter le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. La Grande-Bretagne*, tome I. Editions ouvrières, 1979, pp. 155-158.

Brève biographie de Rudolph Rocker



Rudolf Rocker (1873-1958) fut un militant anarchiste de grande envergure. Partisan d'un anarchisme social et organisé, il devint une figure très importante du mouvement anarcho-syndicaliste.

Né à Mayence, en Rhénanie, dans une famille catholique d'ouvriers qualifiés. Très tôt, il rejoint le parti social-démocrate allemand. Trop radical, il en est exclu en 1890. Il évolue alors vers l'anarchisme.

Il commence à collaborer avec la presse anarchiste en 1892. La même année, il quitte l'Allemagne du fait du harcèlement policier. Après 2 ans passés à Paris, il rejoint l'Angleterre.

Là bas, il se lie avec le mouvement anarchiste juif qui constitue alors le gros du mouvement anarchiste anglais. Il mènera avec eux un intense travail de propagande et de lutte anarchiste et syndicaliste.

Après la déclaration de guerre de 1914, Rocker est interné comme "ennemi étranger". Le mouvement anarchiste est réprimé parce qu'il est demeuré, dans sa grande majorité, internationaliste, pacifiste et antimilitariste.

Expulsé aux Pays-Bas en 1918, Rocker rejoint l'Allemagne qui connaît alors une forte agitation révolutionnaire.

Il participe activement au mouvement anarcho-syndicaliste et contribue à la création de l'Association Internationale des Travailleurs (1922) et de sa section allemande, la FAUD (Freie Arbeiter Union Deutschlands).

Développement de l'anarcho-syndicalisme, lutte contre le nazisme et le bolchevisme vont marquer l'activité de Rocker jusqu'en 1933, date à laquelle il est contraint de fuir la dictature hitlérienne.

Il s'établit alors aux USA où il continua ses activités de propagande, conférence, publications etc... jusqu'à sa mort.

**Pour recevoir un exemplaire de notre Combat Syndicaliste,
envoyez vos coordonnées à**

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

DE LA DOCTRINE A L'ACTION : L'ANARCHOSYNDICALISME DES ORIGINES A NOS JOURS

Rudolph Rocker

LA PREMIÈRE PARTIE DE CE TEXTE EST UNE PRÉSENTATION CLAIRE ET DIRECTE DE L'IDÉE ANARCHISTE, CE QUI PERMETTRA DE SE FAIRE UNE PREMIÈRE IDÉE DE FACON CLAIRE.

LA DEUXIÈME PARTIE EST UNE PRÉSENTATION D'UN COURANT MILITANT DE L'ANARCHISME DES ORIGINES AU DÉBUT DES ANNÉES 50 : L'ANARCHOSYNDICALISME.

SON AUTEUR, RUDOLPH ROCKER, FUT TOUTE SA VIE UN ORGANISATEUR DU MOUVEMENT ANARCHOSYNDICALISTE INTERNATIONAL. EN PARTICULIER, IL PRIT UNE PART ACTIVE DANS LA CONSTRUCTION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS (A.I.T.) À BERLIN EN 1922.

CNT-AIT
